



FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE

LE MOT DU PRÉSIDENT

Pour inaugurer le Musée MONIKA «W», il convient de mettre à jour son incompatibilité avec le réseau civil, dit «Action Continentale»

Dans mon opuscule sur l'histoire du réseau militaire, j'ai fait une analyse incomplète du conflit entre les chefs de ces deux réseaux. Cette haine dont j'ai parlé dans l'épilogue avait en réalité une cause politique très profonde.

En effet, lorsque le Général SIKORSKI, à la suite de ses entretiens avec Winston CHURCHILL, eut demandé à l'Etat-Major de l'Armée de prendre en charge le réseau militaire, le Chef de l'Etat-Major exigea la suppression du réseau civil. Toutefois le Général SIKORSKI, qui pour des raisons politiques ne fut pas en mesure d'imposer sa volonté, adopta une solution hybride, en confiant ce réseau au Ministre de la Défense Nationale le Général KUKIEL, professeur dans le civil, impliqué déjà dans le gouvernement d'avant guerre, lequel KUKIEL après la disparition du Général SIKORSKI, pris parti contre le chef militaire du réseau dont il avait eu la tutelle.

Or, le réseau civil se trouvait entre les mains des anciens hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères. La création par SIKORSKI d'un réseau concurrent, risquait de dévoiler la poli-

tique pro-hitlérienne de ce Ministère, d'où une campagne de calomnies et de diffamations contre le chef militaire de son réseau.

Informés par cette source, les services français des Renseignements généraux, avaient pris parti contre le chef du réseau militaire, au profit des complices du colonel BECK, qui cherchaient à se dédouaner par le biais de la Résistance, il en était de même du Ministère de la Défense

Teile est en définitive l'analyse de l'incompatibilité entre les deux réseaux, qui eût dû figurer dans l'épilogue de mon ouvrage.

Thadée JAGO

Messe en hommage au général de Gaulle

Le 13 novembre 1994, une messe a été célébrée, en l'Eglise Notre-Dame de Clignancourt, à la mémoire du Général de Gaulle. Une très nombreuse assistance a participé à cet office, beaucoup de drapeaux d'associations d'anciens combattants étaient présents.



De gauche à droite : Yves Detroyat, président de l'UFAC 18°, M. Claude AVISSE, délégué aux anciens combattants représentant le Maire de Paris, Claude-André Debrion, 1^{er} adjoint, représentant le Maire du 18°, Général Pédron, représentant le Ministre de la Défense, Général Courthieu représentant le Premier Ministre.

4° P. 13310

A PROPOS DES SOUVENIRS

Notre camarade et ami Alexandre MICHALAK, fit paraître récemment ses souvenirs de la vie en Pologne occupée et de sa participation à l'insurrection de Varsovie. Ce livre publié sous le titre «Olczak nie wraca», OLCZAK, étant un pseudonyme, pourrait être traduit en français «Olczak a choisi la liberté».

Ecrit avec talent, lu avec intérêt cet ouvrage vous met en contact direct avec la vie du pays sous occupation nazie, où avant le désastre on croyait ferme à la victoire de son armée. Après avoir retracé sa vie au quotidien et l'art de survivre dans son pays, l'auteur décrit sa participation à l'insurrection, le déroulement des combats dans la ville assiégée et la reddition des combattants.

En effet, les revers de l'armée allemande face aux alliés, en cet été 1944, la victoire de Stalingrad en hiver 1943, la contre-offensive irrésistible de l'Armée Rouge, provoquèrent en Pologne un réflexe insurrectionnel et la volonté de la capitale de se libérer elle-même.

Ainsi, en marge des souvenirs de notre camarade, on est amené à se poser la question à l'heure du bilan au cinquantième anniversaire de l'Insurrection, pourquoi la Résistance Polonaise mit ses doigts dans l'engrenage de l'explication armée des deux anciens complices, sans s'être assurée de l'aide extérieure.

Lorsque Paris organisa sa libération, les responsables du soulèvement, savaient qu'ils pouvaient compter sur l'arrivée des secours venant de la 3^e armée américaine du Général PATTON, lequel, après la percée d'Avranches, entama un large mouvement victorieux d'encercllement de la poche de Normandie et qui le 22 août 1944 passa dans notre hameau de Saint-Fiacre, à 40 km au sud de Paris, en se dirigeant vers Fontainebleau. Cette géniale exploitation de la victoire de PATTON, permit au Général LEClerc d'arriver avec ses blindés à Paris et d'obtenir la capitulation de la garnison allemande.

Or, Staline laissa écraser l'insurrection, alors que ses troupes se trouvaient aux abords immédiats de

Varsovie.

En effet, ce criminel de guerre s'empara de la succession de Lénine par trahisons et assassinats, conclut un pacte de partage de la Pologne avec son complice du moment Adolphe HITLER, fit assassiner en 1940 des milliers d'officiers polonais internés à KATYN et STAROBIELSK, rompit après ce forfait, les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil qui avait chargé la Croix Rouge Internationale d'enquêter au sujet de ce crime; se débarrassa de l'armée polonaise, créée par le Général SIKORSKI après l'agression d'Hitler contre l'U.R.S.S. avec la complicité du Général ANDERS, qui éloigna cette armée vers le Proche Orient, contre la volonté du gouvernement.

Tous ces faits ont échappé aux responsables de l'insurrection, mais à l'heure actuelle, on peut se rendre compte qu'à part l'héroïsme, digne d'admiration, de ses enfants, l'insurrection valut une tragédie à la Pologne, des milliers de morts et la destruction de sa capitale.

Grande puissance d'autrefois, mal gouvernée, elle est devenue l'enjeu de convoitise de ses voisins. Lors de la rencontre CHURCHILL-STALINE, à Churchill qui plaidait pour le gouvernement polonais exilé à Londres, Staline répondit : «la Pologne pour vous est une question d'honneur, pour l'URSS elle présente un intérêt vital» Il a donc renversé la situation; à la Pologne de 1918, tournée vers l'occident, il opposa la république populaire de Pologne de 1945.

Le Maréchal Daniel-ZDROJEWSKI disait qu'il faudrait un siècle pour que la Pologne fût reconnue dans ses nouvelles frontières.

Or, l'effondrement de l'U.R.S.S., peut tout remettre en question, car la situation politique actuelle fait, que si la Pologne de 1918 fut sabotée par la politique pro-hitlérienne du colonel BECK, celle de 1945, reste sujet à caution quant à son maintien dans ses frontières actuelles.

Thadée JAGO

Combattants alliés et Volontaires réunis

Les bureaux du groupe départemental poitevin de la F.C.A.E. et de la section de la Vienne de la société des Volontaires ont tenu, samedi 17 décembre 1994, leur réunion amicale annuelle au siège des associations à Poitiers.



Claude LABALUE, Vice-président délégué de la FCAE et vice-président national de la société des Volontaires, a donné un compte rendu du congrès national d'Arcachon, où il avait présenté le rapport moral.

Au cours de cette réunion a eu lieu une remise de décorations et de distinctions, en présence de MM. Naturel, directeur départemental de l'office des anciens combattants; J.Y. Chamard, député de la Vienne; H. Greller, président départemental de la Charente de la société des Volontaires et d'une délégation d'anciens combattants harkis des Deux-Sèvres.

M. Pierre Charles, des anciens de la Résistance, membre du réseau Marie-Odile, a remis au président Jean Stator et à notre ami Claude Labalue, la médaille du cinquantième de la libération de Poitiers.

COTISATION 1995

**N'oubliez pas
de renouveler votre
cotisation à la F.C.A.E. :
100 F
Abonnement à Europa :
100 F**

**ASSOCIATION DES
ANCIENS COMBATTANTS
FRANCO-POLONAIS**
28, rue Affre - 75018 Paris

Le mot du Président



Pour les Anciens Combattants d'A.F.N., le bilan de l'année 1994 est finalement meilleur que celui de 1993 où il n'y avait aucune mesure nouvelle en faveur de notre génération. D'abord, plusieurs dizaines de nos amis qui s'étaient vu refuser la Carte du Combattant, peuvent enfin l'obtenir grâce à l'arrêté du 30 mars 1994, publié au J.O. du 7 avril 1994, accordant 4 points de bonification par trimestre de présence en A.F.N. avec un maximum de 20 points sur les 30 exigés pour l'attribution de la carte. Déjà, plus de 10.000 cartes ont été remises en quelques mois.

Ce n'est pas encore l'égalité de traitement avec la Gendarmerie, mais l'avancée est loin d'être négligeable. D'autre part, le budget des A.C.V.G. pour 1995 qui a été voté à l'Assemblée Nationale et au Sénat, abaisse l'âge d'accès au fonds de solidarité de 56 à 55 ans et porte le minimum de ressources mensuelles assuré par l'allocation différentielle de 4.000 à 4.500 F, montant proche du SMIC net dont il avait été question, qui sera désormais indexé le 1er janvier de chaque année.

Nos camarades chômeurs en fin de droits, allocataires de ce fonds de solidarité depuis six mois au moins, pourront, dès cette date, demander à bénéficier d'une pré-retraite ou continuer à percevoir l'allocation différentielle si cette dernière s'avère plus avantageuse.

Certes «l'allocation de préparation à la retraite» à 55 ans et 6 mois

au plus tôt, calculée à raison de 65% de la moyenne mensuelle des revenus des 12 derniers mois précédant la cessation d'activité et plafonnée à 7.000 F brut par mois, ce qui correspond à un salaire mensuel antérieur de 10.769 F, n'est pas exactement la retraite à 55 ans que nous demandions, mais nous nous en sommes rapproché.

Yves DETROYAT

**Réunion
du Conseil
d'Administration
de l'A.A.C.F.P.**

Le 8 décembre 1994, le Conseil d'Administration de notre association s'est réuni au café «**La Renaissance**».

Etaient présents: Yves Detroyat, Claude Quillateau, Alexandre Lidtké, François Groetschel, André Durand, Claude Delpech, Michel Witek, Casimir Kania, Pierre Guérin, Albert Reheis, André Benoit et nous avons eut le plaisir de recevoir Mme Alexandra Papierz. Il a été décidé d'organiser notre Assemblée Générale le 16 mars 1995 à 18h30. Une convocation sera adressée à tous les membres de l'association. Nous avons également établi le calendrier 1995.

En remplacement de Wladislas Papierz, décédé l'an dernier, son épouse est proposée pour le remplacer au sein du Conseil d'Administration.

**L'Assemblée Générale
de l'A.A.C.F.P. se
tiendra le 16 mars
1995 à 18h30
à la Mairie du 18e
arrondissement de
Paris**

Salle des Mariages

1^{er} août 1944

Par une chaude matinée le 1er août 1944, dans Varsovie aux arbres et aux pelouses jaunies, les autorités allemandes se demandaient si elles devaient s'attendre à une insurrection. Les avis étaient partagés, grâce à la consciencieuse sauvagerie des bourreaux de l'avenue Szuch, le colonel GEIBEL, chef des SS et de la police, avait appris que cette hypothèse n'était pas à écarter. Le 15 juillet, il commença à fortifier plus sérieusement les principaux objectifs, à l'aide d'ouvrages en béton et de barrières de barbelés. Puis, après avoir rappelé les réservistes de la police, il fit savoir à ses supérieurs que faute d'effectifs suffisants, il ne pourrait s'opposer efficacement à un soulèvement.

Le 1er août à 11 heures, convaincu qu'il se préparait quelque chose, il tenta de convaincre le docteur FISCHER, gouverneur de Varsovie, de transférer ses services au Q.G. fortifié de la police, avenue Szuch dans le centre ville. FISCHER ne voulut pas admettre la possibilité d'une insurrection et refusa.

Le lieutenant général Reiner STAHEL avait été désigné le 27 juillet par HITLER pour commander les forces de la wehrmacht à Varsovie, parce qu'il avait la réputation d'être un homme à qui l'on pouvait faire confiance en cas de crise. A son arrivée dans la capitale, le 31 juillet, il se rendit directement au Q.G. de la wehrmacht, au palais Brühl, place du théâtre, où il releva

de ses fonctions le général de division ROHR, d'une manière brutale et insultante. Là-dessus, il s'enferma dans sa résidence, avec sa cour bien close donnant sur la place de la ville, de là, il ne pouvait se faire une idée de l'atmosphère qui régnait dans les rues.

Il avait eu l'impression, en arrivant, que la ville était fort calme, mais son service de renseignement n'était pas du même avis. Récemment d'ailleurs, HIMMLER avait fortement diminué la garnison de la ville, pensant que les polonais étaient domptés. Les allemands n'avaient pas jugé utile de prévoir un plan de défense en cas d'insurrection à Varsovie.

Pour la défense intérieure de la ville,

(suite page 4)

ils s'étaient contentés de la diviser en cinq secteurs indépendants et d'instituer un système d'alerte comportant trois degrés : les deux premiers, en cas de troubles et émeutes, ne concernaient que la police et les SS, le troisième, en cas d'insurrection, faisait intervenir la wehrmacht.

Dans ce dernier cas, STAHEL devait théoriquement disposer de 15.000 soldats de la wehrmacht, de 13.000 hommes de la luftwaffe, de 4.000 waffen SS et de 4.000 policiers armés, sans compter environ 4.000 gardes des usines et des chemins de fer. Il s'aperçut toutefois que, le 9 juillet HIMMLER avait transféré un bataillon de la division SS à Grodno, privant ainsi la garnison de plusieurs centaines d'hommes entraînés au combat de rues ; il avait de plus détaché à Cracovie un bataillon de police pour protéger le gouverneur de la Pologne, Hans FRANK. Pire encore, l'armée et les forces aériennes avaient envoyé la quasi totalité de leurs meilleures unités sur le front oriental. En examinant l'état de ses forces le 31 juillet, STAHEL eut la mauvaise surprise de constater qu'il ne pouvait disposer que d'un peu plus du quart des effectifs; 5.500 hommes de troupe, 4.300 policiers et SS, 1.300 hommes des unités anti-aériennes de la luftwaffe, 800 SS de la division «Hermann-Goering» et deux compagnies de prisonniers, soit 12.000 hommes au total, dont près de 1.000 rénégats ukrainiens, cosaques et turkmènes, anciens prisonniers de guerre soviétiques d'une valeur douteuse.

Il fit immédiatement transférer à Varsovie plusieurs batteries antiaériennes de l'aéroport d'Okecie, situé aux portes de la ville.

Les mauvaises communications de l'armée secrète ne tardèrent pas à faire sentir leurs effets. Un tiers environ des maigres armes de l'armée secrète ne put être distribué, car les règles de la résistance n'autorisaient que deux hommes à connaître l'emplacement de chaque dépôt clandestin. Les ordres reçus si tardivement par les chefs de groupe devaient être transmis aux responsables des armes avant de pouvoir régler les problèmes de distribution. De plus, certains dépôts étaient proches des positions ennemies et furent l'objet d'attaques prématurées et leur contenu fut perdu pour les insurgés.

Dans la pénible chaleur de l'après midi, certains groupes passèrent à l'attaque avant l'heure prévue, excès de zèle, sans doute et négligence aussi. A Zoliborz, dans la banlieue nord, les insurgés transportaient des armes presque ouvertement des dépôts aux points de distribution. Un camion de la gendarmerie allemande arriva; les polonais ouvrirent le feu et la bataille s'engagea dans les rues entourant la place Wilson. Les allemands envoyèrent des renforts, y compris plusieurs camions blindés chargés de grenadiers, de SS et de gendarmes. Au bout de trois heures de combat les polonais furent écrasés, avec de lourdes pertes.

(à suivre)

NOS PEINES

Le 2 février 1995, est décédé à Fontenay sous Bois Monsieur Georges BEZA, ancien Secrétaire Général de la Fédération des Combattants Alliés en Europe. Il a été inhumé au cimetière de Fontenay sous Bois le 7 février, en présence de sa famille et de ses nombreux amis. La Fédération a été représentée par les membres du bureau et le drapeau de l'association.

Notre Fédération présente toutes ses condoléances à sa veuve Madame Silika BEZA et à ses enfants.

Nos activités

Une délégation de l'A.A.C.F.P. et le drapeau de notre association ont participé aux cérémonies et réunions suivantes :

20 octobre 1994 : assemblée générale de l'U.F.A.C.

11 novembre : Armistice 1918.

13 novembre : Messe à la mémoire du Général de Gaulle.

19 novembre : assemblée générale du Souvenir Français.

26 novembre : assemblée générale de la F.N.A.C.A.

10 et 11 décembre : Congrès départemental de Paris de la FNACA.

7 janvier 1995 : assemblée générale de la FNDIRP.

21 janvier : assemblée générale Rhin et Danube.

28 janvier : assemblée générale de l'A.C.P.G.

S.I.B.E.

Micro-informatique
Bureautique
Travail à façon
Assistance
Distribution
Maintenance

Service Informatique et Bureautique Externe
23, rue Richepanse - 78500 Sartrouville
Tél. : 30.86.91.18 - Télécopie : 39.14.08.78

Permanences

Nous vous rappelons les permanences à la Mairie du 18^e tous les jeudis de 17 h à 18 h (hall central, sauf juillet et août).
1, place Jules-Joffrin
75018 PARIS

Cotisations 95

N'oubliez pas de renouveler votre cotisation à l'Association des Anciens Combattants Franco-Polonais
28, rue Affre 75018 Paris
Membre actif 100 F
Membre Honoraire 150 F

FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE
Publication EUROPA 3, rue Saint-Fiacre, Auvers - 91580 ETRECHY

PRÉSIDENT FÉDÉRAL : Thadée JAGO

J.O. du 13 janvier 1968

PRESIDENTS D'HONNEUR : MARÉCHAL ZDROJEWSKI et GÉNÉRAL COLIN-GUBBINS
SIEGE FEDERAL : ST-FIACRE, 91580 ETRECHY - TEL. 60.80.39.05 - CCP LILLE 3893-92 X

DIRECTEUR : THADÉE JAGO

Comité de Rédaction : JAGO, GROETSCHTEL, DETROYAT

Imprimeur : PCV Editions 27, rue Milton 75009 Paris

Commission Paritaire : n° 506 D 1973 - Périodique de la Fédération des Combattants Alliés en Europe